

Cahier explicatif des crédits 2023-2024

Volume 1

Crédits 2023-2024 – Fiches explicatives

Demandes de renseignements généraux

**Immigration,
Francisation
et Intégration**

Québec  
 

Cahier explicatif des crédits 2023-2024

Ministère de l'Immigration,
de la Francisation et de l'Intégration

Volume 1

Crédits 2023-2024 – Fiches explicatives

1. En bref	FE1
2. Portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration »	FE2
3. Définition des programmes	FE3
4. Objectifs généraux et mode d'intervention par secteur	FE4

Demandes de renseignements généraux

G01. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	RG1
G02. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..	RG2

G03. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.	RG3
G04. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	RG4

G05. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	RG5
G06. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	RG6
G07. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	RG7

G08. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	RG8
G09. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.	RG9

G10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	RG10
G11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	RG11
G12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense liée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	RG12

G13a. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;	RG13a
G13b. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;	RG13b
G13c. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	RG13c
G13d. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	RG13d
G13e. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.	RG13e
G13f. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	RG13f

G13g. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	RG13g
G13h. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	RG13h
G13i. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	RG13i
G13j. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	RG13j
G13k. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	RG13k

G13l. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	RG13l
G13m. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;	RG13m
G13n. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;	RG13n
G13o. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	RG13o
G13p. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;	RG13p
G13q. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	RG13q
G14a. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	RG14a

G14b. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	RG14b
G14c. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	RG14c
G15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;	RG15
G16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	RG16
G17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	RG17

G18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	RG18
G19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	RG19
G20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.	RG20

G21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.	RG21
G22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.	RG22
G23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	RG23
G24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	RG24
G25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	RG25

G26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site;	RG26
G27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	RG27
G28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.	RG28
G29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	RG29
G30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	RG30

G31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.	RG31
G32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	RG32
G33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	RG33
G34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	RG34
G35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	RG35
G36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	RG36
G37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	RG37
G38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	RG38

G39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	RG39
G40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	RG40
G41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	RG41
G42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	RG42
G43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.	RG43
G44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	RG44

G45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	RG45
G46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1 ^{er} octobre 2018.	RG46
G47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;	RG47
G48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable;	RG48
G49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;	RG49
G50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;	RG50
G51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	RG51

G52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	RG52
G53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	RG53
G54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.	RG54
G55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.	RG55
G56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	RG56
G57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	RG57
G58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.	RG58
G59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.	RG59
G60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42 ^e législature.	RG60
G61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	RG61

G62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	RG62
G63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	RG63
G64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	RG64
G65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	RG65
G66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	RG66
G67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	RG67
G68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	RG68
G69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	RG69
NR44. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	RG70

Questions 2023-2024 non répondues

NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37

NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit

NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration à la question RG70
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie

NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec

NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le « Plan d'action pour la relance des exportations » et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la « Vision internationale du Québec »
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

1. EN BREF

Le budget de dépenses 2023-2024 du portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration » totalise 725,9 M\$. Ce montant comprend une provision de 238,7 M\$ pour les sommes réservées aux autres ministères du gouvernement qui offrent des services d'accueil, de francisation et d'intégration aux personnes immigrantes, soit le ministère de l'Éducation du Québec, le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le budget attribué au Ministère permet de réaliser les mesures qui permettront non seulement de mieux accompagner les personnes immigrantes tout au long de leur parcours visant à réaliser leur projet de vie, mais aussi de mieux soutenir les collectivités et les employeurs afin de répondre aux besoins du Québec.

Au budget de dépenses 2023-2024 s'ajoute un recours possible au fonds de suppléance de 29,5 M\$ annoncé dans le Discours sur le budget 2023-2024. Les sommes attribuées au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration permettront de mettre en place des mesures pour notamment bonifier l'appui offert pour l'apprentissage du français par le déploiement de Francisation Québec.

2. PORTEFEUILLE « IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION »

Programme	2023-2024			2022-2023	
	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
1. Direction et soutien aux activités du Ministère	69 291,0	5 520,0	9 535,2	73 306,2	68 433,4
2. Immigration, francisation et intégration	656 597,8	-	-	656 597,8	579 589,9
	725 888,8	5 520,0	9 535,2	729 904,0	648 023,3
Moins : Crédits permanents				9,6	9,6
Crédits à voter				729 894,4	648 013,7

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES DU PORTEFEUILLE

Budget de dépenses	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Rémunération	139 280,0	121 504,9
Fonctionnement	369 421,2	291 823,0
Transfert	217 187,6	232 517,2
Total	725 888,8	645 845,1

Budget d'investissements	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Immobilisations tangibles	300,0	400,0
Immobilisations en ressources informationnelles	9 149,2	7 212,2
Prêts, placements, avances et autres	86,0	86,0
Total	9 535,2	7 698,2

VENTILATION PAR MINISTÈRE

Budget de dépenses	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Ministère	725 888,8	645 845,1
Total	725 888,8	645 845,1

Budget d'investissements	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Ministère	9 535,2	7 698,2
Total	9 535,2	7 698,2

PROGRAMME 1 : DIRECTION ET SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE

		2023-2024			2022-2023	
Éléments		Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
		(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
1	Direction et administration	69 291,0	5 520,0	9 535,2	73 306,2	68 433,4
	Moins : Crédits permanents Loi sur l'exécutif, (RLRQ, chapitre E-18)				9,6	9,6
	Crédits à voter				73 296,6	68 423,8

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses		Éléments	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
	1			
	Rémunération	34 510,2	34 510,2	32 650,1
	Fonctionnement	34 533,3	34 533,3	33 357,6
	Transfert	247,5	247,5	247,5
	Total	69 291,0	69 291,0	66 255,2

Budget d'investissements		2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
	Immobilisations tangibles	300,0	400,0
	Immobilisations en ressources informationnelles	9 149,2	7 212,2
	Prêts, placements et avances	86,0	86,0
	Total	9 535,2	7 698,2

PROGRAMME 2 : IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

Éléments	2023-2024			2022-2023	
	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
1 Services de francisation	217 739,8	-	-	217 739,8	186 561,7
2 Intégration	121 095,2	-	-	121 095,2	119 564,3
3 Immigration et reconnaissance des compétences	64 442,0	-	-	64 442,0	90 794,7
4 Planification de l'immigration et affaires extérieures	14 671,3	-	-	14 671,3	13 919,7
Sous-total	417 948,3	-	-	417 948,3	410 840,4
5 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants	238 649,5	-	-	238 649,5	168 749,5
Crédits à voter	656 597,8	-	-	656 597,8	579 589,9

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments					2023-2024	2022-2023
	1	2	3	4	5	(000 \$)	(000 \$)
Rémunération	69 955,4	16 850,4	13 472,0	4 492,0	-	104 769,8	88 854,8
Fonctionnement	56 459,8	10 999,3	22 200,0	6 579,3	238 649,5	334 887,9	258 465,4
Transfert	91 324,6	93 245,5	28 770,0	3 600,0	-	216 940,1	232 269,7
Total	217 739,8	121 095,2	64 442,0	14 671,3	238 649,5	656 597,8	579 589,9

CRÉDIT AU NET

Programme 2 – Immigration, francisation et intégration	2023-2024	2022-2023
Sélection des immigrants	(000 \$)	(000 \$)
Revenus prévus associés au crédit au net	68 861,0	60 052,7
Crédit au net prévu	54 430,5	50 026,3

CRÉDITS DE TRANSFERT

	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère		
Autres crédits de transfert	247,5	247,5
Programme 2 – Immigration, francisation et intégration		
Programme d’accompagnement et de soutien à l’intégration	60 429,4	60 429,4
Programme d’aide à la reconnaissance des compétences	3 370,0	1 370,0
Programme d’aide financière pour la formation d’appoint en reconnaissance des compétences	23 950,0	47 250,0
Programme d’aide financière pour l’intégration linguistique des immigrants	89 324,6	83 104,2
Programme d’appui aux collectivités	26 313,0	26 313,0
Programme d’appui aux régions en recrutement international	500,0	500,0
Programme Interconnexion	-	800,0
Programme Soutien à la mission	6 503,1	5 403,1
Autres crédits de transfert	6 550,0	7 100,0
Total du programme 2	216 940,1	232 269,7
Total du portefeuille	217 187,6	232 517,2

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Municipalités	9 300,0	9 300,0
Organismes à but non lucratif	82 881,2	81 131,2
Personnes	125 006,4	142 086,0
Total du portefeuille	217 187,6	232 517,2

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	2023-2024 (000 \$)	2022-2023 (000 \$)
Support	217 187,6	232 517,2
Total du portefeuille	217 187,6	232 517,2

3. DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1

Direction et soutien aux activités du Ministère

En 2023-2024, le budget de dépenses de ce programme totalise un montant de 69,3 M\$ afin d'assurer la gestion de la direction du Ministère et des services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

Programme 2

Immigration, francisation, intégration

En 2023-2024, le budget de dépenses de ce programme totalise un montant de 656,6 M\$ et vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec et de ses régions, afin que l'immigration contribue pleinement à la prospérité du Québec. Dans ce contexte, il favorise aussi une société francophone qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles et d'une intégration réussie dans la société québécoise.

Les éléments 1 à 4 de ce programme constituent les activités assumées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration alors que l'élément 5 représente une provision pour la réalisation d'activités soutenant l'accueil, la francisation et l'intégration des personnes immigrantes effectuées par d'autres ministères.¹

¹ Voir fiche explicative FE2 Portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration ».

4. OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR

HAUTE DIRECTION

Secrétariat général

- Soutenir et conseiller le sous-ministre dans la réalisation de la mission du Ministère et dans la gestion des affaires ministérielles courantes;
- Soutenir la gouvernance du Ministère et agir comme interface entre le politique et l'administratif;
- Assurer un lien constant et harmonieux avec le Cabinet ministériel et l'appuyer dans ses activités quotidiennes et parlementaires;
- Voir à la préparation, à la tenue et au suivi des réunions officielles du Comité de direction (CD) et des rencontres statutaires avec la ministre;
- Proposer des positionnements stratégiques en cohérence avec les approches développées par les unités du Ministère;
- Coordonner la réalisation des mandats du Cabinet, du sous-ministériat et de tout autre mandat à portée ministérielle;
- Gérer les interfaces avec les organismes centraux dans le contexte de présentation de dossiers pour approbation au Conseil des ministres, au Conseil du trésor et d'autres mandats ministériels confiés par le ministère du Conseil exécutif (MCE);
- Assurer la coordination des auditions à diverses Commissions parlementaires (préparation de l'étude des crédits, préparation des auditions du Ministère);
- Assurer le développement des stratégies ministérielles en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels et veiller au respect des obligations ministérielles en la matière;
- Traiter les demandes d'accès aux documents, de communication des renseignements personnels et de rectification de la clientèle;
- Assurer la gestion des plaintes au Ministère, conformément à la *Politique-cadre ministérielle en matière de gestion des plaintes et commentaires de la clientèle*;
- Assurer la prise d'appels téléphoniques et leurs suivis auprès du Cabinet de la ministre.

Direction de l'audit interne

- Procurer au Ministère une assurance indépendante et objective sur le degré de maîtrise de ses opérations, apporter des conseils pour les améliorer et contribuer à créer de la valeur ajoutée;

- Aider le Ministère à atteindre ses objectifs en évaluant les processus de gouvernance, de gestion intégrée des risques et de contrôle interne, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité;
- Effectuer le suivi des divulgations et faire la liaison avec le Protecteur du citoyen ainsi qu'avec d'autres instances d'application de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.

Direction générale des ressources humaines

- Soutenir, accompagner et conseiller les autorités et les gestionnaires du Ministère en matière de planification et gestion de la main-d'œuvre, de développement des compétences et de l'organisation, de relations professionnelles et de santé des personnes au travail;
- Élaborer les politiques et programmes en lien avec ces domaines;
- Conseiller les gestionnaires et répondre aux questions des membres du personnel, tout en assurant la réalisation des activités qui y sont associées.

Direction générale de l'administration

- Offrir un service de première ligne à la clientèle en réponse aux demandes de renseignements et de suivis de dossier, par téléphone, par courriel et par courrier;
- Fournir un service-conseil stratégique et une expertise auprès des autorités dans les orientations, les stratégies et la prise de décision dans les domaines budgétaires et financiers et assurer les liaisons et les négociations auprès du Conseil du trésor et du ministère des Finances;
- Assurer une expertise stratégique et promouvoir auprès de l'ensemble des gestionnaires l'utilisation efficace et efficiente des ressources budgétaires et financières;
- Offrir des services-conseils et accompagnement dans l'application du cadre normatif et des règles internes en gestion contractuelle et élaboration et diffusion de procédures, de gabarits, de modalités ou de tout autre outil de gestion afin d'uniformiser les pratiques en gestion contractuelle;
- Gestion et contrôle des acquisitions de biens, de services et d'approvisionnements et de l'aménagement et des mesures d'urgence des places d'affaires du MIFI;
- Assurer les opérations comptables et offrir l'expertise et le rôle-conseil en matière de ressources financières et SAGIR ainsi que des transactions de contrats et d'achats;
- Diriger les activités et les travaux liés aux opérations financières tant sur le plan des dépenses que de l'encaissement des revenus et le paiement des factures.

Direction des communications

- Développer et mettre en œuvre les stratégies de communication pour soutenir les grandes orientations du Ministère en matière de communications externes et internes, de promotion et de relations de presse;

- Jouer un rôle-conseil, d'accompagnement et de soutien dans la réalisation des activités et des projets d'information, d'affaires publiques, de communications numériques, graphiques et de conseils linguistiques, destinés aux clientèles externes et internes du Ministère;
- Favoriser l'intégration et l'uniformité des communications gouvernementales. La Direction des communications s'assure que les stratégies et les messages qu'elle véhicule soient cohérents avec les orientations du Secrétariat de la communication gouvernementale (SCG). De plus, elle veille à ce qu'ils soient diffusés dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et des orientations privilégiées en matière de communications numériques.

Direction des affaires juridiques

- Rédiger les textes législatifs et réglementaires en fonction des orientations du Ministère, ainsi qu'accompagner la ministre à l'occasion de l'étude détaillée en Commission parlementaire;
- Réviser ou rédiger certains autres actes juridiques tels que les contrats, les ententes, les décrets ou les arrêtés ministériels;
- Conseiller le Ministère, verbalement ou par écrit, sur toute question de droit que soulève l'application des lois et tout autre instrument juridique relatif à ses activités;
- Travailler de concert avec les juristes de la Direction du contentieux (Montréal et Québec) ou du Directeur des poursuites criminelles et pénales dans les litiges portés devant les tribunaux en lien avec la législation et/ou la réglementation sous la responsabilité du ministre;
- Représenter le Ministère devant le Tribunal administratif du Québec dans le cadre des recours prévus à la Loi sur l'immigration au Québec.

SECTEUR PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION ET AFFAIRES EXTÉRIEURES

- Assurer une action concertée du Ministère sur les plans interministériel, intergouvernemental et international pour l'ensemble des enjeux en matière d'immigration, de francisation et d'intégration;
- Assurer la concertation avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et les partenaires internationaux pour l'ensemble des enjeux qui touchent le Ministère;
- Coordonner l'action du Ministère pour l'organisation de forums intergouvernementaux et internationaux, de rencontres diplomatiques et missions ministérielles;
- Coordonner les relations avec le gouvernement fédéral en matière d'immigration, de francisation et d'intégration, principalement avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et Emploi et Développement des compétences Canada (EDSC);
- Gérer les ententes annuelles de transfert (MESS, MES, MEQ, MSSS) et coordination des comités en découlant;
- Assurer la participation du Ministère à diverses instances interministérielles et à la CPMT;
- Coordonner les activités de recrutement international au niveau gouvernemental;

- Identifier les bassins et les territoires à l'étranger porteurs de candidats dont le profil correspond aux besoins du Québec;
- Créer des partenariats stratégiques à l'étranger afin de faciliter la mobilité des travailleurs (par exemple organismes d'employabilité, alliances françaises);
- Positionner le Québec et ses régions sur le marché migratoire international et valorisation de ses avantages concurrentiels comme destination d'immigration auprès des différentes clientèles;
- Réaliser les activités de recrutement à l'international, telles que les Journées Québec afin d'appuyer les entreprises québécoises qui souhaitent recourir au recrutement de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires;
- Gérer les partenariats afin de développer des stratégies d'attraction et de rétention répondant le mieux aux besoins du Québec, tout en assurant une complémentarité avec les différents acteurs (ex. : MESS, Québec International, Montréal International, Société de développement économique de Drummondville, etc.);
- Définir des orientations en matière d'immigration et planification des niveaux d'immigration et de la composition de l'immigration dans le cadre de l'exercice de planification pluriannuelle et des plans annuels d'immigration;
- Planifier des invitations dans le système de déclaration d'intérêt et élaboration/amélioration du modèle d'invitation basé sur la déclaration d'intérêt sur la plateforme ARRIMA;
- Développer l'expertise en matière de veille et d'analyses économiques propres à l'immigration, et rôle-conseil auprès des autorités et des autres unités du Ministère;
- Produire et diffuser des statistiques officielles du Québec sur l'immigration;
- Produire des données d'information de gestion et des analyses permettant de faire état de l'activité du Ministère;
- Élaborer divers tableaux de bord de suivi des programmes, automatisation du tableau de bord ministériel et de divers outils de suivi des programmes et services;
- Développer et mettre en place de l'intelligence d'affaires ministérielle et de ses composantes afin d'alimenter les autorités ministérielles dans leur prise de décision.

SECTEUR IMMIGRATION ET RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES

- Élaborer, réviser et mettre en œuvre des politiques et programmes d'immigration et des mesures en reconnaissance des compétences qui répondent aux besoins économiques, démographiques et linguistiques du Québec et qui se démarquent dans un environnement international hautement compétitif;
- Gérer les opérations d'immigration et de reconnaissance des compétences, et les processus de sélection des personnes immigrantes et collaborer au développement du Système de déclaration d'intérêt;

- Examiner les demandes de sélection, les demandes d'engagement et les offres d'emploi et prendre des décisions dans le respect des règles d'immigration et d'équité en vertu de la Loi sur l'immigration au Québec et du Règlement sur l'immigration au Québec;
- Sélectionner les candidats à l'immigration temporaire et permanente en fonction des besoins démographiques et économiques de la société québécoise;
- Faciliter la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard;
- Participer à l'effort de solidarité internationale à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile et autres personnes en situation particulière de détresse;
- Réaliser le traitement des demandes d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec;
- Contribuer à l'intégration des personnes immigrantes en mettant en œuvre des initiatives visant l'évaluation professionnelle et la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'étranger, afin de leur assurer l'accès à un emploi à leur plein potentiel au Québec;
- Procéder au réexamen des décisions d'immigration négatives contestées par les candidats ou leurs représentants;
- Veiller au respect de l'intégrité de programmes d'immigration et s'assurer que ceux-ci répondent aux orientations gouvernementales en matière d'immigration;
- Exercer un rôle-conseil stratégique auprès des différentes directions du Ministère ainsi qu'auprès des autorités ministérielles en matière d'immigration permanente et temporaire.

SECTEUR FRANCISATION ET INTÉGRATION

- Assurer la maîtrise d'œuvre, le contrôle et le suivi des stratégies, politiques et programmes de francisation et d'intégration afin de favoriser la pleine participation, en français, des personnes immigrantes à la vie collective;
- Assurer un leadership fort, par une présence accrue dans toutes les régions du Québec et par des actions ministérielles menées en synergie avec les entreprises, les partenaires, les acteurs locaux et régionaux en matière d'immigration et de pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles;
- Assurer la mise en œuvre d'Accompagnement Québec visant à outiller les personnes immigrantes de manière à favoriser leur pleine participation à toutes les dimensions de la vie collective au Québec;
- Assurer l'institution de Francisation Québec au sein du Ministère pour offrir des services d'apprentissage du français aux personnes adultes domiciliées au Québec ou qui envisagent de s'y établir;
- Renforcer les services de francisation, améliorer la connaissance des besoins des clientèles, assurer la cohérence et l'arrimage des services et optimiser l'expérience client, la performance et la reddition de comptes;

- Affirmer le leadership ministériel en faveur d'une gouvernance responsable, cohérente et efficace des efforts de tous les ministères, organismes et partenaires (instances municipales et territoriales), afin que soient édifiées des collectivités accueillantes pour une pleine participation en français des personnes immigrantes;
- Soutenir et assurer une action concertée avec les différents partenaires gouvernementaux impliqués dans l'accueil, l'établissement et la pleine participation des personnes immigrantes;
- Coordonner la programmation, assurer la conformité et la reddition des comptes des programmes et services en matière de francisation et d'intégration;
- Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action ministériel sur la régionalisation de l'immigration, en vue notamment de favoriser l'établissement en région dès l'étranger.
- Les modes d'intervention du secteur sont :
 - Les programmes suivants : le Programme d'intégration linguistique pour les immigrants, le Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants, le Programme d'appui aux collectivités, le Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration, le programme Soutien à la mission, le programme Accès aux ordres professionnels;
 - Le développement d'une offre de services de francisation et d'intégration, offerts dès l'étranger et au Québec dans toutes les régions, en réponse à l'élargissement de la clientèle et en fonction de l'évolution des technologies de l'information;
 - Le soutien et l'encadrement d'un réseau de partenaires offrant des cours de français, langue d'intégration et de cohésion sociale, dans l'ensemble du Québec;
 - Le développement des services aux entreprises ainsi que la conception des outils de soutien afférents;
 - La coordination des services d'accueil et d'intégration à l'aéroport et des relations partenariales avec l'Agence des services frontaliers et l'Aéroport de Montréal.

SECTEUR SOUTIEN À LA PERFORMANCE ET À LA TRANSFORMATION

- Élaborer et mettre en œuvre les différentes planifications d'investissement relativement aux technologies de l'information ainsi que leur reddition de comptes au ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- Soutenir et accompagner l'organisation en matière de compétences numériques de façon à développer et implémenter les pratiques du numérique alignées aux cadres de référence du ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- Développer la vision globale et cohérente des solutions applicatives et soutenir les autorités du Ministère dans la mise en œuvre de la prestation électronique de services, des projets de transformation numérique en conformité aux orientations formulées dans la Stratégie de transformation numérique gouvernementale;
- Effectuer la surveillance des infrastructures technologiques, incluant les services en infonuagiques, pour garantir la disponibilité, le bon fonctionnement, la pérennité, la fiabilité et

la performance des systèmes et mettre en place des mécanismes de cyberdéfense pour garantir la sécurité de l'information;

- Former et sensibiliser le personnel du Ministère en matière de sécurité de l'information et s'assurer de l'utilisation sécuritaire des actifs informationnels du Ministère;
- Entretenir et assurer l'évolution des systèmes d'information en soutien à la mission du Ministère et à la clientèle externe;
- Offrir un soutien technologique à la clientèle externe ainsi qu'au personnel;
- Développer et mettre en œuvre des stratégies et des pratiques d'amélioration de la prestation des services ministériels par ses interventions en matière : d'évaluation des programmes; de gestion intégrée des risques et assurance qualité; de conformité des programmes et services; de prévention et analyse stratégique en intégrité; d'enquêtes et de vérifications;
- Assurer la conformité au cadre légal, réglementaire et administratif en vigueur des programmes et services, au sein du Ministère et auprès de ses partenaires bénéficiaires d'aide financière dans le cadre des programmes et services ministériels;
- Réaliser des activités de veille interne et externe ainsi que d'analyse stratégique des enjeux d'intégrité (situations, phénomènes et tendances) qui pourraient avoir un impact sur la mission et l'image du Ministère ainsi que sur la qualité de ses programmes et services;
- Fournir à l'organisation l'expertise et les conseils en vue de détecter et réprimer les manquements à la Loi sur l'immigration au Québec (LIQ) et à ses règlements, notamment par ses activités de vérifications, d'analyses tactiques et d'enquête;
- Soutenir le Ministère dans la planification, l'organisation et le contrôle des projets de transformation en relation avec la mission, les orientations et les objectifs ministériels;
- Assurer la gouvernance du portefeuille de projets ministériels aux niveaux stratégique, tactique et opérationnel, tout en contribuant activement aux définitions des priorités, à la gestion des risques, gestion du changement et à l'aide à la décision;
- Soutenir l'organisation dans la coordination des dossiers stratégiques, complexes et transversaux, en mettant en œuvre les mandats et cellules de coordination, et en assurant la liaison et le suivi entre les diverses parties prenantes;
- Assurer la gouvernance de l'architecture organisationnelle en cohérence avec les objectifs d'affaires du Ministère;
- Soutenir le Ministère dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques et opérationnels en veillant à l'amélioration de la performance organisationnelle et à la transformation de la prestation des services du Ministère, tout en répondant mieux aux besoins de la clientèle;
- Développer une culture d'innovation axée sur l'orientation client et le développement durable.

RG1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Données au 28 février 2023

a) Lieu et dates	b) But <i>L'objet du déplacement</i>	d) Coût <i>Montants globaux pour les frais de transport ainsi que de voyage</i>	e) Nom et fonction <i>Membres du personnel de l'organisme public et du cabinet</i>
Montréal – Strasbourg (27 juin 2022) Strasbourg – Montréal (2 juillet 2022)	Conseil de l'Europe du projet de Programme-cadre gouvernemental de francisation pour les personnes immigrantes ayant des compétences peu développées en littératie et en numératie	3 217,28 \$	Ingrid Gagnon, conseillère
Montréal – Nouveau-Brunswick (27 juillet 2022) Nouveau-Brunswick – Montréal (28 juillet 2022)	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres responsables de l'immigration à St-Jean	5 885,35 \$	Annie Bernard, directrice Éric Courchesne, conseiller

a) Lieu et dates	b) But <i>L'objet du déplacement</i>	d) Coût <i>Montants globaux pour les frais de transport ainsi que de voyage</i>	e) Nom et fonction <i>Membres du personnel de l'organisme public et du cabinet</i>
Montréal – Tunis (24 septembre 2022) Tunis – Montréal (8 octobre 2022)	Journées Québec Tunisie	3 341,87 \$	Timothy Weynerowski, conseiller
Montréal – Ottawa (3 octobre 2022) Ottawa – Montréal (5 octobre 2022)	Comité directeur national de l'opération Have de paix pour les Ukrainiens (OHPU)	756,91 \$	Colombe Larivière, conseillère Anne-Marie Morin-Dion, conseillère
Montréal – Ottawa (16 octobre 2022) Ottawa – Montréal (18 octobre 2022)	Congrès mondial des infirmiers et infirmières francophones	4 527,21 \$	Brunilda Malosmani, conseillère
Montréal – Ottawa (13 novembre 2022) Ottawa – Montréal (15 novembre 2022)	Conférence Voies vers la Prospérité	969,38 \$	Anne-Marie Morin-Dion, conseillère
Montréal – Toronto (23 novembre 2022) Toronto – Montréal (26 novembre 2022)	Consultation d'automne du conseil Canadien pour les réfugiés (CCR)	1 542,13 \$	Burcu Aydindag, conseillère
Montréal – Belgique (23 novembre 2022) Belgique – Montréal (27 novembre 2022)	Participation au Salon SIEP Bruxelles	2 588,57 \$	Marie-Hélène Sultan, cheffe d'équipe et conseillère experte
Montréal – France (7 décembre 2022) France – Montréal (12 décembre 2022)	Journées Québec France	10 799,92 \$	Kathleen Bécotte, directrice générale Alexandre LeBlanc, directeur Elaine Vieira Ramos, conseillère

a) Lieu et dates	b) But <i>L'objet du déplacement</i>	d) Coût <i>Montants globaux pour les frais de transport ainsi que de voyage</i>	e) Nom et fonction <i>Membres du personnel de l'organisme public et du cabinet</i>
Montréal – Maroc (15 février 2023) Maroc – Montréal (20 février 2023)	Journées Québec Maroc	15 414,30 \$	Marc Ozgoli, directeur Marie-Hélène Sultan, cheffe d'équipe et conseillère experte Alexandre LeBlanc, directeur Daniel Lantin, conseiller Natalia Acuna, conseillère
Maroc – Sénégal (19 février 2023) Sénégal – Algérie (22 février 2023) Algérie – Montréal (24 février 2023)	Tournée régionale Maroc	1 772,96 \$	Marc Ozgoli, directeur

Les renseignements concernant **les ministres, les titulaires d'emploi supérieur** et leurs accompagnateurs en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18) : www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html.

Les sous-questions c), f), g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question RG45.

RG2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

a) les raisons du déplacement;

Rencontres dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie

b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

Dimanche 26 février 2023

Départ Montréal St-Hubert (CYHU) – Arrivée Rimouski (CYXK)

Lundi 27 février 2023

Départ Rimouski (CYXK) – Arrivée Michel-Pouliot de Gaspé (CYGP)

Mardi 28 février 2023

Départ Michel-Pouliot de Gaspé (CYGP) – Arrivée Montréal St-Hubert (CYHU)

c) les coûts;

12 241,67 \$*

*Le voyage s'étant terminé le 28 février 2023, certaines dépenses seront payées en mars 2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) : www.mifi.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-protection-info/diffusion-depenses.html.

RG3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) le but visé par chaque dépense;
 - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24) :

www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/depenses-du-ministere#c170577.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère :

www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers.

Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet* et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

RG4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Données au 28 février 2023.

Type d'événements	But visé	Fournisseurs	Coût
Salon	Participation au Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec, événement les 25 et 26 mai 2022	Immigrant Québec (location d'espaces)	4 940 \$
Salon	Coordination de l'espace gouvernemental - Salon de l'immigration	Fonds des biens et des services (MESS)	18 198,50 \$

Type d'événements	But visé	Fournisseurs	Coût
Conférence de presse	Annonce sur la programmation 2022-2023 des Journées Québec	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Fonds des biens et des services	2 532,88 \$
Conférence de presse	Annonce sur l'attraction d'étudiants étrangers en région	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Fonds des biens et des services	4 316,08 \$
Semaine québécoise des rencontres interculturelles (SQRI)	Mettre en valeur la contribution importante des Québécoises et Québécois de toutes origines à la prospérité du Québec et à la vitalité du français	Culture pour Tous	200 000 \$
Mois de l'Histoire des Noirs (MHN)	Souligner la contribution des communautés noires à l'essor de la société québécoise	Table Ronde du Mois de l'Histoire des Noirs	75 000 \$
Semaine d'actions contre le racisme (SACR)	Lutter contre les différentes formes que peut emprunter l'intolérance dans notre société	Centre International de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDIHCA)	70 000 \$
Prix Ulrick-Chérubin	Souligner la part des organismes municipaux et des OBNL en matière d'accueil d'intégration et d'inclusion des personnes immigrantes sur l'ensemble du territoire Québécois	Fédération québécoise des municipalités locales et régionales	60 500 \$
Forum sur l'intégration	Rendre accessibles à l'ensemble des intervenants dans le domaine de l'intégration, des savoirs et des recherches pouvant influencer l'élaboration des politiques publiques et les réflexions collectives	Université Concordia	243 967 \$

TOTAL : 679 454,46 \$

Les sous-questions c), g), n), d), h), o), j), k), et n) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions.

RG5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;
 - h) le but visé par chaque dépense ;
 - i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.
-

Organisées par le Ministère ou l'organisme pour l'exercice 2022-2023 :

Aucune formation de communication n'a été organisée par le Ministère pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

Données par un professionnel ou une firme externe pour l'exercice 2022-2023 :

Aucune formation de communication n'a été organisée par une firme externe pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

RG6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- les noms du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- la date d'octroi du contrat;
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Liste des contrats
Contrats de 1 000 \$ à 24 999 \$
1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
9085-9356 Québec inc.	Services de modification et de réparation de cadres	1 167,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
9292-5718 Québec inc.	Services d'organisation d'évènement corporatif : Gala Altius 2022	11 367,75 \$	Contrat conclu de gré à gré
A+ Transition inc.	Inscription à la formation « Certification Do-It »	2 295,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
A+ Transition inc.	Séances de formation sur la gestion du changement	10 875,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Acti-Com	Séances de formation « L'écriture stratégique »	2 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Acti-Com	Séances de formation « L'écriture stratégique »	4 700,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Acti-Com	Séances de formation « Écriture stratégique »	2 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Afrique au Féminin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	15 904,35 \$	Contrat conclu de gré à gré
Alain Marcoux	Services de membre externe du comité d'audit du Ministère	2 700,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Alliance Française Halifax-Canada	Acquisition d'un maximum de 1 000 tests de positionnement Ev@lang dans la version française	15 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Achat de 50 écouteurs avec connecteur Lightning	1 250,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Achat de 100 adaptateurs d'alimentation USB-C de 20 W	2 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Achat d'un Macbook Pro 14''	2 522,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Apple Canada inc.	Achat de 100 étuis en silicone pour iPhone SE	4 900,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association des prof. en accès à l'info. et en protection de la vie privée	Inscriptions à la formation « Journée professionnelle en AIPVP 2023 »	1 100,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 216,28 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 216,28 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	4 231,08 \$	Contrat conclu de gré à gré
Aubin, Jonathan	Services de révision linguistique et de relecture d'épreuves de divers documents en français	5 135,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Aurousseau, Chantal	Séances de formation sur la communication humaine efficace	1 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Baymont Inn & Suites	Services d'hébergement des personnes réfugiées prises en charge par l'État	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Best Buy	Achats de 25 sacs à dos et de 40 modules WiFi USB	3 249,35 \$	Contrat conclu de gré à gré
Best Buy Canada Ltd	Achat de 66 modules USBC-C à HDMI/Ethernet/USB	3 999,33 \$	Contrat conclu de gré à gré
Best Buy Canada Ltd	Achat de 50 modules USC-C à USB-A et Lan	4 249,50 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Blouin, Claude	Services à titre de président du comité d'audit interne	9 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Bouclier d'Athéna, services familiaux, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	9 542,61 \$	Contrat conclu de gré à gré
Brisson, Legris et associés inc.	Services de surveillance de tests de français en ligne	24 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Café du Parquet	Services de traiteur pour le Lac à l'Épaulé des gestionnaires du MIFI	1 111,87 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour d'intercultures de Laval	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	3 344,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Caseware Cloud Ltd	Services de support et d'entretien de deux licences IDEA 11	1 370,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
CDW Canada corp.	Achat de matériel Teams pour une salle moyenne	4 945,42 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	9 738,96 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 759,88 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha le Tracé inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 759,88 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	9 542,61 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire Petit Espoir	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	8 482,32 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Services de location et de traiteur dans le cadre de la rencontre annuelle des employés de la Direction générale des opérations régionales	15 251,30 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	17 639,82 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	20 997,54 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	22 717,95 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	6 648,84 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	6 648,84 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	6 648,84 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	6 648,84 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	2 120,58 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	12 016,62 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre des femmes de Montréal	Offrir des séances d'information « Prévention et sensibilisation - Violence conjugale et familiale » et « Prévention et sensibilisation - Agressions sexuelles »	17 850,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Social d'aide aux Immigrants	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	2 370,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
CFO Masqué inc., Le	Achat de 2 000 crédits pour des inscriptions à des formations Power BI niveau 1 et 2	1 100,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
CFO Masqué inc., Le	Achat de 4 000 crédits pour des inscriptions à des formations Power BI	1 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cleverbridge	Services d'entretien et de support de Nessus Pro pour l'évaluation des vulnérabilités	4 687,87 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cloudmersive LLC	Abonnement annuel à la licence Cloudmersive (Un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	8 027,84 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
CNW Group Ltd.	Abonnement aux services en ligne de veille Eureka	12 079,95 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cofomo inc.	Services informatiques dans le cadre du déploiement régional	18 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Comité d'accueil international des Bois-Francis	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	5 280,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Communagir	Services d'accompagnement et d'animation pour la mise en place d'une table régionale de concertation	5 431,20 \$	Contrat conclu de gré à gré
Compro communications inc.	Services de messages de courtoisie et musique québécoise	2 640,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Concepts Logiques 4DI inc.	Renouvellement de la licence annuelle d'utilisation du logiciel de documentation : Biblionet	3 195,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Conférences Pierre Lavoie inc.	Conférence lors du Forum des gestionnaires sur « Le pouvoir de l'engagement »	3 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Conseillers Acti-Communications inc., Les	Séances de formation « L'écriture stratégique »	5 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Consulis Environnement de bureau inc.	Achat de 100 supports à portable pliant double niveau	2 935,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Coop de solidarité WebTV	Services de production en mode hybride de l'événement du sous-ministre pour les employés du MIFI	1 995,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Coop de solidarité WebTV	Services de webdiffusion pour l'événement de reconnaissance « Prix Altius »	3 395,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
CPE Division B inc.	Services d'entretien annuel des onduleurs de voltage (UPS)	13 950,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
CPS Média inc.	Location d'un kiosque au Congrès mondial des infirmiers et infirmières de l'espace francophone à Ottawa	2 750,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Cyber 3D	Services d'entretien et de mise à jour de deux licences Nagios	7 218,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Cyclo Chrome inc.	Atelier de réparation de vélos Activité de mise au point de vélo offerte au personnel du MIFI réalisée dans le cadre de la mesure d'information et de sensibilisation offertes au personnel.	1 453,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
Défi Entreprise en santé	Inscription Défi Entreprise 2022	1 691,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Deschamps impression inc.	Impression du formulaire d'évaluation comparative des études effectuées hors Québec	5 122,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dialog Insight	Services d'envoi de courriels en masse	12 750,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dimension F.M. inc.	Services de déménagement des classeurs Desjardins	1 820,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Documens Traduction inc.	Services de traduction du français vers l'espagnol d'offres d'emploi	2 982,80 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dumont, Jean	Services de rédaction et d'analyse d'activités d'évaluation des apprentissages en francisation en ligne	7 990,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dumont, Jean	Collaborer à la rédaction des évaluations de compréhension orale et de compréhension écrite pour les 4 blocs d'apprentissage de la francisation en ligne de stade intermédiaire	9 024,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
ECCTIS Ltd	Abonnement à la base de données ECCTIS UK ENIC pour l'évaluation des diplômes internationaux	3 346,05 \$	Contrat conclu de gré à gré
Édifice 888 rue St-Jean inc.	Services d'entretien ménager et de divers travaux dans les locaux occupés par le Ministère au 888 St-Jean (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	10 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Électronique Microtech Canada inc.	Services d'entretien, de mises à jour et de réparations du système de gestion d'aire d'attente à Dorval (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	1 990,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
ESI Technologies de l'information inc.	Services d'abonnement à la plateforme Pluralsight	9 063,84 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Événement Carrières, L'	Participation au salon de l'emploi et de la formation continue	2 345,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Événement Carrières, L'	Participation au salon de l'emploi et de la formation continue en formule hybride	2 870,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FQM]	Achat d'espace publicitaire dans le magazine Quorum	3 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Feu Verre	Achat de 6 trophées Méritas pour le prix Altius	1 735,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Inscriptions à la formation « Bien animer et gérer les réunions »	1 425,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Séance de formation sur la « Cartographie et amélioration des processus »	2 370,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Fortin, Pierre	Production d'un rapport d'expert sur la question de l'immigration et du visage linguistique au Québec	2 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Georges Coulombe inc.	Services d'entretien ménager et de réparation dans les locaux occupés par le ministère au 285 Notre-Dane et 365 St-Jacques (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Humanify 360 inc.	Formation en ligne en technique de chasse pour les équipes de recrutement	15 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Saint-Laurent Angus inc.	Services d'entretien et de réparations dans les locaux occupés par le Ministère au Carré Saint-Laurent (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	15 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestions Zéro 1 Mtl inc.	Services d'hébergement dans le cadre du Lac-à-l'épaule de la Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	8 840,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 759,88 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 759,88 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Grondin, Sylvie	Services à titre de membre externe du comité d'audit interne	6 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Pro-Actif Consultants inc.	Services de conception et de traitement graphique de divers documents en respect des normes graphiques et d'accessibilité	18 000,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Groupe Toumoro Inc	Services d'entretien et de support technique TYPO3	22 400,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hampton Inn & Suites by Hilton TM	Services d'hébergement des personnes réfugiées prises en charge par l'État	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Harieka Groupe conseil inc.	Services de coaching	7 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Holiday Inn Longueuil	Services de location de salle et de traiteur dans le cadre de la visite de la ministre en Montérégie	3 309,66 \$	Contrat conclu de gré à gré
Host International of Canada, Ltd	Services de restauration pour personnes réfugiées prises en charge par l'État	23 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel et suites Le Dauphin Drummondville	Services de traiteur et location de salle dans le cadre de la visite de la ministre dans la région du Centre-du-Québec	2 176,78 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières (9399-0695 Québec inc.)	Services de traiteur et location de salle dans le cadre de la visite de la ministre dans la région de la Mauricie	1 619,71 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières (9399-0695 Québec inc.)	Services de location de salle et de traiteur dans le cadre de la visite de la ministre à Trois-Rivières	1 620,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Le Dauphin Drummondville	Services de location de salle et de traiteur dans le cadre de la visite de la ministre dans le Centre-du-Québec	1 763,88 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Radisson Aéroport de Montréal	Services d'hébergement des personnes réfugiées prises en charge par l'État	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Rimouski - Centre de congrès	Services de location de salle et de traiteur dans le cadre de la visite de la ministre à Rimouski	2 166,62 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hôtel Universel (Alma)	Services de traiteur et location de salle dans le cadre de la table de concertation MAMH-MIFI	1 230,74 \$	Contrat conclu de gré à gré
Humance inc.	Services de rédaction d'un document synthèse du Forum des gestionnaires	2 090,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Humance inc.	Conférence lors du Forum des gestionnaires	8 360,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Identification multi solutions inc.	Achat d'étiquettes pour imprimante	2 703,60 \$	Contrat conclu de gré à gré
Identification multi solutions inc.	Achat d'étiquettes pour DATAMAX pour le magasin de la DEIRM	3 037,68 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 403,52 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	11 581,70 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	19 599,80 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	21 648,87 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Achat espace publicitaire dans le guide « Embaucher une personne immigrante »	3 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Location de deux kiosques au Salon de l'Immigration et de l'intégration 2022	4 940,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Achat espace publicitaire dans le guide Immigrer au Québec et le Guide du visiteur	5 350,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Participation au Sommet de l'immigration 2022	20 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Imperva	Abonnement annuel à la solution Imperva d'Incapsula	17 388,83 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ineo inc.	Participation à la Foire nationale de l'emploi	2 145,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
INSO	Achat de caméras et de barres de son pour les salles de visioconférence du CSL	15 273,58 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Institut d'administration publique du Québec	Achat de forfaits de participation aux webinaires de l'AIPQ	1 925,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Interscript (Marquis Imprimeur inc.)	Services de montage graphique du rapport annuel de gestion 2021-2022	3 500,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Irosoft inc.	Services de support et d'entretien de licences Arbortext Editor-monoposte	1 545,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Irosoft inc.	Étude de révision de l'architecture de Docuthèque	13 534,20 \$	Contrat conclu de gré à gré
ITI inc.	Services de soutien et d'entretien pour 11 licences F5 Big IP	21 713,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
ITI Placement de ressources inc.	Services de support et d'entretien des Pares-Feux Cisco FDT 2110	2 318,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
JMS Evolution inc.	Services d'installation de passage, de terminaison et de tests de câbles réseaux	10 610,01 \$	Contrat conclu de gré à gré
Laforest, Marika	Conférence sur les médias numériques	1 100,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
LinkedIn Corporation	Utilisation de la plateforme de recrutement LinkedIn	24 852,32 \$	Contrat conclu de gré à gré
Louise Martin interprète LSQ	Services d'interprétariat pour une formation sur l'enregistrement pour le programme des travailleurs étrangers temporaires	1 050,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
M2D Leadership	Démarche de coaching	7 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	21 205,80 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	4 200,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	10 444,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maxime Pedneaud-Jobin inc.	Tenue d'une conférence sur le thème de l'alliance avec le milieu municipal au service de l'intégration des personnes immigrantes	2 250,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Medline Canada Corporation	Achat de 3 défibrillateurs automatiques	5 397,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services d'entretien et de support d'une licence IBM SPSS Statistics Standard	1 101,42 \$	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Achat de 2 ordinateurs Dell avec Windows IoT	2 240,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services d'entretien de licences infonuagiques TechSmith Snagit-21	3 562,22 \$	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de matériels pour la mise à jour de VMware	5 892,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services de soutien pour les licences i2 iBase Concurrent User	8 295,88 \$	Contrat conclu de gré à gré
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services de support et d'entretien des licences Multiposte Antidote 10 Français	11 408,60 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
MNP LLP	Services professionnels pour la certification complète PCI-DSS	11 750,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Monfet, Jean	Services à titre de membre externe du comité d'audit interne	6 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Montoya, Claude	Préparation de 15 estampes numériques pour les activités de reconnaitances (achat et encadrement)	1 410,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Morrisseau, Alain	Services conseils pour la mise en œuvre du registraire gouvernemental de Francisation Québec	8 960,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Mot d'excellence inc., Un	Services de traduction multilingue pour langues secondaires	9 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Multi Aspects Groupe inc.	Développement et présentation d'une conférence interactive sur la collaboration	1 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Multi recycle	Collecte et récupération des boîtes pour recyclage des masques jetables	2 459,86 \$	Contrat conclu de gré à gré
Natrix Technologies inc.	Services d'entretien et de mise à jour des équipements Web Security Barracuda 610 (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	24 916,64 \$	Contrat conclu de gré à gré
Okiok Data ltée	Services pour des tests d'intrusion et analyse de vulnérabilités	8 120,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Oreille bionique inc., L'	Achat d'équipement auditif spécialisé	1 492,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Panavideo inc.	Services d'entretien, de réparation, d'installation et de modification du système de sécurité de cartes d'accès et de caméras de surveillance installées dans les bureaux au CSL (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	10 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Parent, Nathalie (psychologue)	Conférence aux employés du Ministère sur le sujet « Conciliation travail-famille : comment maintenir l'équilibre »	1 850,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Petites-Mains	Confection de 36 dossards et casquettes avec le logo « Immigration-Québec » pour l'accueil des réfugiés ukrainiens à l'aéroport de Dorval	1 620,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Place Dupuis Fiducie Commerciale	Services d'entretien ménager et de réparation dans les locaux occupés par le ministère au 800 de Maisonneuve (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	24 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Plurielles et Singulières S.E.N.C	Services de révision linguistique et de correction d'épreuves de divers documents en français	9 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
PN Agency	Services de narration du glossaire de la FEL intermédiaire	4 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	15 679,84 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	18 530,72 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	19 243,44 \$	Contrat conclu de gré à gré
Pouvoir des mots Gaspé	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	19 599,80 \$	Contrat conclu de gré à gré
Présence Informatique inc.	Achat de 100 claviers format régulier, filaire, normalisé Acnor	4 010,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Professionnels en règlement des différends S.A.	Services d'enquête en règlement de différends	2 370,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
Professionnels en règlement des différends S.A.	Services d'enquête en règlement de différends	4 233,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Professionnels en règlement des différends S.A.	Services d'enquête en règlement de différends	21 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	3 919,96 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	17 818,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	20 579,79 \$	Contrat conclu de gré à gré
Refinitiv Canada Holdings Limited	Abonnement à la base de données World Check One	6 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Entente d'utilisation de la plateforme numérique de santé globale LifeSpeak	20 992,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ressource Laser inc.	Achat de cartouches d'encre pour impression	1 746,44 \$	Contrat conclu de gré à gré
Salon carrière formation de Québec	Participation au salon carrière formation de Québec	1 190,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Sarobas	Services de production de documents accessibles dans le cadre du Plan d'action régional	1 575,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Sarobas	Services de graphisme pour la production de documents accessibles	18 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Secur-Itech distribution inc.	Acquisition de jetons matériels FIDO2	6 418,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Service d'accueil aux nouveaux arrivants	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	2 134,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux néo-Canadiens	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	7 686,60 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Société Parc-Auto du Québec inc. (SPAQ)	Droits de stationnement à Québec	1 727,28 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice Corporation	Abonnement annuel au logiciel TeamViewer	2 965,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Services d'entretien et de mise à jour de 60 licences infonuagiques Xmind 2022	3 239,40 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Services de soutien annuel des produits Visual Paradigm	8 720,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Softchoice LP	Services de soutien et de mise à jour du logiciel Splunk Enterprise	22 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 127,50 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solid Caddgroup inc.	Services de support et d'entretien de licences infonuagiques Autocad	11 435,00 \$	Contrat par appel d'offres sur invitation
Solutions informatiques Inso inc.	Abonnement aux services infonuagiques des produits Adobe	8 462,31 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Outsidesoft inc., Les	Abonnement au service Simple Sondage (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	5 775,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Prop inc.	Services de formation, de coaching et d'accompagnement pour la réalisation de gabarits et d'outils de gestion Excel	24 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Swissnova global inc.	Animation d'un atelier « Introduction au profil Nova »	6 585,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions XMedius inc., Les	Abonnement au service infonuagique de télécopies XMedius Fax	4 013,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
StataCorp LLC	Achat de 5 licences Stata MP 4 core	15 869,30 \$	Contrat conclu de gré à gré
Studio Alphatek inc.	Services de production graphique de divers formulaires	24 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
SUSE Software Solutions Canada Ulc	Services de soutien technique et de mise à jour de Suse Linux Enterprise (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	22 940,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Inscription à la formation « MS PowerShell : administrer et créer des outils d'automatisation »	1 335,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Technologia Formation	Inscriptions à la formation « Assurance qualité : savoir intégrer la qualité selon le contexte des projets »	1 720,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Technologia Formation	Séance de formation « Collaborer en équipe : accroître la cohésion pour multiplier les réussites »	3 600,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Termote, Marc	Production d'un rapport d'expert sur la question de l'immigration et du visage linguistique au Québec	6 950,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Terranova Worldwide corporation	Services d'abonnement annuel à un programme de sensibilisation à la sécurité avec hameçonnage et de sensibilisation à la protection de la vie privée	15 000,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	4 032,60 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	7 055,73 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrantes et d'immigrants	7 625,89 \$	Contrat conclu de gré à gré
Traduction Rassem inc.	Services de traduction, de lecture et d'enregistrement de documents pour l'expérimentation de matériel pédagogique et la création d'outils outils audios dans le cadre du projet PCG	9 500,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Tyco Feu et Sécurité Intégrés	Achat de 200 cartes d'accès	1 620,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Tyco Feu et Sécurité Intégrés Canada Inc.	Service de soutien et de mise à jour du logiciel Software House (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	9 252,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Uline.ca	Achat de 3 étagères en métal	1 048,62 \$	Contrat conclu de gré à gré
Uline.ca	Achat de 50 chiffons en microfibre	1 181,51 \$	Contrat conclu de gré à gré
Uline.ca	Achat d'étagères	5 833,32 \$	Contrat conclu de gré à gré

Fournisseur	Description du contrat	Montant contrat (incluant les avenants ou suppléments)	Catégorie d'engagement
Versalys inc.	Séances de formation sur Excel	6 253,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services de télédiffusion - câble au CSL	1 017,60 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services d'Internet - Lebel-sur-Quévillon	4 238,15 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services de lien internet au Carré Saint-Laurent (CSL)	18 480,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron ltée	Services d'installation et d'exploitation d'un service d'accès Internet pour le site de relève	21 920,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
WEBTV.coop	Rencontre pour le soutien technique à la modération de la visioconférence	2 115,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Wilhelmy, Diane	Services à titre de membre externe du comité d'audit interne	6 800,00 \$	Contrat conclu de gré à gré
Wolters Kluwer Canada Limited	Abonnement annuel « Contrats des organismes publics »	2 749,20 \$	Contrat conclu de gré à gré
YU Centrik inc.	Inscription à la formation « Certificat UX-PM Niveau 1 »	1 860,00 \$	Contrat conclu de gré à gré

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère :

www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers.

RG7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca.

RG8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
 - e) une description de son mandat ;
 - f) la date de début de son contrat ;
 - g) la date prévue de fin de son contrat ;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère (www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers).

RG9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.
-

m) En 2022-2023, aucune pénalité n'a été appliquée aux sous-traitants dans le domaine des TI.

Les sous-questions c), h), j) et k) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.

Note : Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=77878.pdf>).

RG10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

Les sous-questions a) et e) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données :	3 134 082 \$
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité :	0 \$
d) la liste des fournisseurs :	Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique .

RG11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
-

Selon les données et factures disponibles en date du 28 février 2023.

a) Photocopie et impression	1 456 \$
Appareils multifonctions et papier	
b) Mobilier de bureau	1 229 \$
c) Ameublement	0 \$
d) Décoration et embellissement	1 167 \$
e) Distributeur d'eau de source	0 \$
f) Remboursement des frais de transport	27 832 \$
g) Remboursement des frais d'hébergement	11 861 \$
N.B. : les frais d'hébergement comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.	

h) Remboursement des frais de repas **4 805 \$**

N.B. : les frais de repas comprennent les frais au Québec et à l'extérieur du Québec.

i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes **0 \$**

j) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

a. Au Québec **886 \$**

b. À l'extérieur du Québec **0 \$**

N.B. : Les dépenses comprennent les frais de transport, d'hébergement, de repas ainsi que le coût des congrès, des colloques et de toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

RG12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

b) Coût des frais d'itinérance	1 082,99 \$
c) Coût lié aux dépassements des forfaits de données	13,80 \$
d) Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

Données au 28 février 2023.

Les sous-questions e), i), j) ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphe 25) : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information.

RG13a. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13b. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13c. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13d. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13e. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13f. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13g. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13h. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
-

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès.

Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

RG13i. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13j. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13k. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13I. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13m. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13n. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13o. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun poste n'a été aboli pour l'année 2022-2023.

RG13p. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG13q. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le volume de main-d'œuvre est mesuré en heures rémunérées depuis l'exercice financier 2016-2017. La notion d'effectif régulier autorisé n'est donc plus utilisée rendant non pertinentes les données concernant les postes vacants.

RG14a. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG14b. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

Le Plan de gestion des ressources humaines n'est plus en vigueur.

RG14c. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats est de 41.

Source : Rapport SAGIR – Étude des crédits – Retraités engagés sur un contrat – Données au 28 février 2023, extrait le 13 mars 2023.

RG15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

Selon la facturation disponible au 28 février 2023.

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Alma 725, rue Harvey	SQI	32,44	5 291,52 \$	2021-04-01 N/A	0	Partagé avec MESS
Amos 262, 1 ^{re} avenue	MM. Marc et Michel Larochelle	20,95	5 095,68 \$	2021-04-01 2027-01-11	0	Partagé avec MESS
Baie-Comeau 625, boulevard Laflèche	Société en commandite Laflèche	44,84	9 017,28 \$	2021-04-01 2025-06-14	0	Partagé avec MESS
Baie-St-Paul 915, boul. Mgr. - de-Laval	Lévesque Capital Inc.	17,21	3 921,00 \$	2021-04-01 2024-03-31	0	Partagé avec MESS
Bécancour 1300, Port-Royal	Société en commandite de la Rive	23,14	5 712,84 \$	2021-04-01 N/A	0	Partagé avec MESS
Beloeil 515, boulevard Sir-Wilfrid- Laurier	Gestion A. Godin Inc.	192,71	50 893,44 \$	2021-04-01 N/A	0	Partagé avec MESS
Brossard 1, rue de la Place- du-Commerce	Société de portefeuille imm. GE DR Québec Inc.	35,53	7 963,80 \$	2021-04-01 2025-09-30	0	Partagé avec MESS

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Carleton-sur-Mer 314-A, boulevard Perron	Malloi Construction Inc.	29,65	7 499,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-07-31		
Châteauguay 180, boulevard D'Anjou	9425-5718 Québec Inc.	30,01	4 910,28 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2031-01-31		
Chibougamau 129, rue des Forces Armées	BMT Enr.	16,37	4 314,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2027-09-30		
Chibougamau 333, 3 ^e Rue	René Savage et André Sasseville	26,65	6 144,72 \$	2021-12-01	0	Partagé avec MESS
				2027-09-30		
Dolbeau-Mistassini 1500, des Érables	9321-6596 Québec Inc.	33,04	7 272,60 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-05-31		
Donncona 100, Route 138	9230-0565 Québec Inc.	39,75	8 446,80 \$	2021-12-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Dorval 975, boulevard Roméo-Vachon	Aéroports de Montréal	295,6	148 596,84 \$	2021-04-01	0	
				N/A Entente en négociation avec le fédéral		
Drummondville 1680, boulevard Saint-Joseph	SQI	38,35	6 276,67 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Drummondville 309, rue Brock	SQI	40,26	8 882,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-10-08		
East Angus 122, rue Angus Nord	Pierre Couture	32,02	5 906,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Gaspé 11, rue de la Cathédrale	HABITAT HONGUEDO INC.	10,89	3 226,80 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2026-06-30		
Gaspé 96, montée Sandy Beach	SQI	30,98	7 713,60 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Gatineau 170, rue de l'Hôtel-de-Ville	SQI	254,25	64 530,84 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Gatineau 456, boul. de l'Hôpital	Développe- ments M.V.	32,48	9 051,12 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Granby 77, rue Principale	SQI	38,4	6 343,92 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Joliette 409, rue Notre- Dame	SQI	68,15	13 286,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
La Pocatière 161, Route 230	Canadian Austin Group Holdings ULC	36,02	4 263,72 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
La Sarre 655, 2 ^e rue	Les immeubles Norbi Inc.	28,98	5 073,72 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-11-11		
La Tuque 445, rue Lacroix	SQI	50,72	8 455,08 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Lac-Etchemin 1554, Route 277	9389-7098 Québec Inc.	28,22	3 389,16 \$	2022-01-01	0	Partagé avec MESS
				2025-11-14		
Lachute 505, avenue Béthany	9088-6003 Québec Inc.	38,54	7 674,60 \$	2021-10-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Lac Mégantic 5535, rue Papineau	9329-9733 Québec Inc.	42	16 965,60 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2027-11-12		
Laval 1438, Daniel- Johnson	161161 Canada Inc.	98,24	26 531,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2027-07-31		
Laval 1-5, place Laval	Fonds de Placement Immobilier Cominar	891,32	236 270,16 \$	2021-04-01	21 289,80 \$	
				2025-05-31		
Lebel-sur- Quévillon 107, rue Principal	Micheline Payeur Enr.	18,25	380,38 \$	2022-11-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Lévis 1205, Guillaume- Couture	Healthcare Properties Holdings Ltd	57,19	16 077,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-11-30		
Longueuil 101, boulevard Roland-Therrien	Édifice 101 Roland- Therrien Inc.	265,46	85 269,48 \$	2021-04-01	9 607,68 \$	Partagé avec OQLF
				2024-07-18		
Longueuil 2877, chemin de Chambly	Société en Commandites Immeubles Marché PDO	64,61	18 735,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-11-13		
Louiseville 511, rue Marcel	9216-2742 Québec Inc.	37,88	7 369,80 \$	2022-01-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Magog 1700, Sherbrooke	Canadian Austin Group Holding ULC	13,94	2 573,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-02-27		
Maniwaki 100, rue Principale	3544052 Canada Inc.	47,61	11 259,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Matane 750, av. du Phare	Société immobilière GP Inc.	66,61	15 103,92 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-11-30		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Mont-Laurier 585, rue Hébert	150608 Canada Inc.	60,82	12 041,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2026-08-31		
Montmagny 116, St-Jean- Baptiste	Gestion Gilles Dubé Inc.	19,05	3 592,32 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Montréal 10520, boulevard de l'Acadie	9131-4609 Québec Inc.	108,93	29 441,16 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Montréal 1200, boulevard Saint-Laurent	Société de développeme nt Angus	14 000	7 889 208,60 \$	2021-04-01	1 136 441,40 \$	
				2044-12-31		
Montréal 1260, boul. Ste- Catherine	9176-2625 Québec Inc.	90,09	24 320,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-04-30		
Montréal 276, rue Saint- Jacques	Gestion Georges Coulombe	4 983,01	1 923 994,92 \$	2021-04-01	41 520,12 \$	
				2023-12-31		
Montréal 360, rue Saint- Jacques	Gestion Georges Coulombe	3 728,71	1 156 695,00 \$	2021-04-01	0	
				2023-12-31		
Montréal 6900, boul. Décarie, 3 ^e étage	Soc. en comm. Centre commercial Carré Décarie	347,42	80 041,08 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Montréal 800, boulevard de Maisonneuve Est	Hôtel des gouverneurs	2 118,34	745 012,08 \$	2021-04-01	0	
				2024-12-31		
Montréal 5377, chemin de la Côte-De-Liesse	Développe- ment Olymbec Inc.	534,53	56 592,60 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-10-31		
Montréal 8257, boulevard Langelier	9169-5247 Québec Inc.	82,07	21 179,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Papineauville 365, Route 148	9368-0601 Québec Inc.	31,20	7 613,28 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Plessisville 1971, rue Bilodeau	Canadian Austin Group Holdings ULC.	28,28	3 462,36 \$	2021-12-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Pointe-Claire 1000, boulevard Saint-Jean	COMINAR	21,7	6 470,52 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS (en cours d'annulation)
				2022-03-31 (Annulé)		
Québec 400, boul. Jean Lesage	Édifice Les Façades Inc.	403,65	95 885,04 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-10-31		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Québec 888, St-Jean	Groupe Mach	788,44	209 371,20 \$	2021-04-01	41 027,04 \$	
				2024-11-30		
Québec 1020, route de l'Église	Immeuble Régime VII Inc. & AI.	43,27	2 694,51 \$	2022-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-05-31		
Rawdon 3486, rue Queen	9300-5007 Québec Inc.	41,71	2 290,80 \$	2022-04-01	0	Partagé avec MESS
				2028-01-20		
Repentigny 155, rue Notre- Dame	Cogir / Repentigny, Société en commandite	87,91	24 699,84 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-01-31		
Richmond 745, rue Gouin	Ville de Richmond	48,75	8 514,36 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Rimouski 287, rue Pierre- Saindon	Société immobilière GP Inc.	108,72	26 810,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Rimouski 337, rue Moreault	SQI	25,81	5 049,00 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Rivière-du-Loup 385, rue Lafontaine	Les Galeries Lafontaine (Fiducie S.J.F.)	84,47	15 430,44 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Roberval 755, boulevard Saint-Joseph	Société en commandite Plaza Roberval enr.	66,24	16 299,60 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2023-10-31		
Rouyn-Noranda 180, boulevard Rideau	SQI	29,67	7 998,00 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Rouyn-Noranda 189, avenue Murdoch	GESTION P. DIONNE INC.	40,6	8 595,72 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-05-27		
Saguenay 204, rue des Oblats	Commission scolaire des Rives-du- Saguenay	106,27	10 914,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-03-31		
Saguenay 245, rue Riverin	Place-Haute- Ville Chicoutimi Inc.	28,96	7 363,56 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2029-05-31		
Saguenay 3885, boul. Harvey	Barrasso, Vincenzo	27,8	5 615,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Saint-Constant 126, rue St-Pierre	Les immeubles Roger Dorais Inc.	30,46	7 627,68 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m ²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Sainte-Agathe- des-Monts 1, rue Raymond	9200-2229 Québec Inc.	55,82	11 988,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-08-31		
Sainte-Marie 1037, boulevard Vachon	Immoparc Inc.	23,93	6 311,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-07-31		
Sainte-Thérèse 100, boul. Ducharme	Ville de Ste- Thérèse	31,02	8 226,24 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Saint-Eustache 367, boul. Arthur- Sauvé	Complexe Place St- Eustache Inc.	177,94	25 651,00 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Saint-Georges 11500, 1 ^{re} Avenue	Espacium Société immobilière	35,07	7 895,28 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-07-31		
Saint-Hyacinthe 3100, boul. Laframboise	Beauward Immobilier Inc.	28,51	6 900,36 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Saint-Jean-sur- Richelieu 315, rue MacDonald	BTB Fiducie d'acquisitions et d'exploitation	71,41	16 690,32 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-11-25		
Saint-Jérôme 275, rue Latour	Groupe LBP Immobilier Inc.	28,41	6 462,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2032-03-31		
Salaberry-de- Valleyfield 63A, rue Champlain	7329911 Canada Inc.	22,06	10 837,19 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-03-31		
Sept-Îles 456, avenue Arnaud	9074-9656 Québec Inc.	43,88	9 739,08 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-12-31		
Shawinigan 212, 6 ^e Rue de la Pointe	SQI	51,71	9 530,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Sherbrooke 70, rue King	François Poirier et Alain Dion	364,99	75 699,96 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2024-03-31		
Sorel-Tracy 375, boul. Fiset	9084-0489 Québec Inc.	32,2	8 516,16 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Terrebonne 1590, ch. Gascon	9065-9178 Québec Inc.	52,09	12 827,40 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Thetford Mines 693, rue Saint- Alphonse	SQI	28,09	5 009,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Trois-Rivières 100, rue Laviolette	SQI	63,05	12 720,72 \$	2022-01-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		

Emplacement Adresse	Nom du propriétaire	Superficie locative en m²	Coût au 28 février 2023 (\$)	Durée du bail ou entente d'occupation (date début / date fin)	Coût d'aménage- ments 2022-2023	Remarque
Trois-Rivières 225, rue des Forges	Développeme nt Olymbec Inc.	40,22	8 514,17 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2026-10-31		
Val-D'Or 186, avenue Perrault	9212-3835 Québec Inc.	107,09	25 967,76 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-03-15		
Vaudreuil- Dorion 430, boul. Harwood	Les Aména- gements Harwood Enr.	17,99	4 238,64 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2025-10-31		
Victoriaville 62, rue Saint- Jean-Baptiste	SQI	96,46	16 127,88 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				N/A		
Ville-Marie 1, rue Notre- Dame	Les Immeubles M.N. Roy S.E.N.C.	21,65	4 854,72 \$	2021-04-01	0	Partagé avec MESS
				2023-09-23		
Nombre d'ententes d'occupation		90	Total des loyers	13 575 229,12 \$		

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/depenses-du-ministere.

RG16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures :

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier excédentaire inoccupé.

RG17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Selon les factures disponibles en date du 28 février 2023, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés ont été de :

Montréal

1200, boul. Saint-Laurent, 7^e étage, Montréal (Québec) H2X 0C9 : 0 \$

Québec

700, boul. René-Lévesque Est, 29^e étage (Québec) G1R 5H1 : 0 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

RG18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Liste du personnel du cabinet de madame Christine Fréchette, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, période du 20 octobre 2022 au 28 février 2023.

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Boivin, Pierre-Yves	Directeur de cabinet	Montréal
Courchesne, Vickie	Attachée politique	Saint-Constant
De Launière, Alexandra	Attachée politique	Québec
Demers, William	Attaché politique	Montréal
Duclos-Marotte, Ginette	Attachée politique	Saint-Constant
Duhoux, Amélie	Conseillère politique	Québec
Laberge, Normand	Attaché politique	Saint-Constant
Lahaie, Alexandre	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Langelier, Simon ¹	Conseiller politique	Montréal
Poiron, Perrine	Conseillère politique	Montréal
Igonene, Nadia	Attachée politique	Québec

⁽¹⁾ Cet employé a quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2022-2023.

Source : Rapport SAGIR – Étude des crédits – Membres de cabinet – extrait le 13 mars 2023.

Liste du personnel du cabinet ministériel de monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du 1^{er} avril au 20 octobre 2022, ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Arcouette, Véronique ¹	Attachée politique	Québec
Beaudin, Denys ¹	Attaché politique	Trois-Rivières
Boily, Nathalie	Attachée politique	Québec
Boisvert, Claudia	Attachée politique	Trois-Rivières
Bouchard, Étienne	Conseiller politique	Québec
Bouchon, Flore	Attachée politique	Montréal
De Choinière, Jean-Philippe	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Dickson, Annie ¹	Attachée politique	Trois-Rivières
Dion, Lily	Employée de soutien	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Conseiller politique	Montréal
Labouba, Yvana	Conseillère politique	Trois-Rivières
Langelier, Simon	Conseiller politique	Montréal
Méthot-Faniel, Maude	Conseillère politique	Montréal
Paquette, Caroline	Conseillère politique	Montréal
Roussy, Brigitte	Conseillère politique	Montréal
Simard, Denis	Directeur de cabinet	Québec
Smaïri, Atika	Attachée politique	Québec
Wilson, Julie	Attachée politique	Montréal

⁽¹⁾ Ces employés ont quitté le cabinet ministériel au courant de l'année 2022-2023.

Source : Direction générale des opérations financières et contractuelles/Service de l'expertise budgétaire – MESS.

MASSE SALARIALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet

- Masse salariale autorisée de 1 375 000 \$ au 1^{er} avril 2022;
- Masse salariale de 802 084 \$ associée à la période d'avril à octobre 2022.

Ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Cabinet ministériel de M^{me} Christine Fréchette

- Masse salariale autorisée de 930 000 \$ annuellement;
- Masse salariale de 416 897 \$ associée à la période d'octobre 2022 à mars 2023.

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directeur adjoint

Chargé de diriger des membres du personnel du cabinet; ils s'acquittent en outre des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.

Conseiller politique

Attaché politique qui assiste le directeur de cabinet ou le directeur adjoint dans l'exercice de ses fonctions.

Il fournit les conseils politiques en regard de questions stratégiques précises à des niveaux de complexité et de responsabilité supérieurs.

Attaché politique

Chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien

Un employé de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet.

RG19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26) : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/depenses-du-ministere.

RG20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2023-2024.
-

Le Ministère n'a pas de personnel hors structure, rémunéré par le Ministère, et qui n'occupe aucun poste dans le Ministère.

RG21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2023-2024.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2023-2024.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Liste du personnel rémunéré par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres au 28 février 2023.

Information demandée		
a) Nom de la personne :	Une personne de la catégorie d'emploi des cadres	Une personne de la catégorie d'emploi des cadres
b) Le poste occupé et le nom de l'organisme :	Chargé de dossiers, Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	Directrice, ministère de la Langue Française
c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant :	166 578 \$	149 118 \$
d) L'assignation initiale :	Cadre, classe 2	Cadre, classe 2
e) L'assignation actuelle :	Cadre, classe 2	Cadre, classe 2
f) La date d'assignation hors structure :	2019-02-11	2022-11-10
g) La date de fin de l'assignation :	2027-06-24	2023-11-10

RG24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

b) Nom des fournisseurs	c) Nature du service	a) Coût
Academic Credentials Evaluation Institute (ACEI)	Infolettre spécialisée en évaluation de diplômes étrangers	Gratuit
American Association of Collegiate Registrars and Admissions Officers (AACRAO) EDGE	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	154,21 \$
Australian Education International (AEI) - Country Education Profile (CEP)	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	1 397,25\$
CNW group	Abonnement annuel au service Eureka	12 079,95 \$
Educational Credential Evaluators (ECE) The Connection - Advantage	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	404,26 \$
France Éducation International	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	1 674,02 \$
Gestion, revue internationale de gestion	100 abonnements à la Revue Internationale de Gestion aux gestionnaires – HEC Montréal	5 750,00 \$
International Education Research Foundation (IERF)	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	Gratuit
Le Devoir	Abonnement annuel – 100% numérique (Veille médiatique)	185,28 \$
Lexbase	Abonnement annuel The International Information Network for Canadian Immigration Practitioners	289,50 \$

b) Nom des fournisseurs	c) Nature du service	a) Coût
Lexis Nexis	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Immigration Law and Practice	4 294,00 \$
Lexis Nexis	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) JurisClasseur Québec - Droit international privé	224,00 \$
Lexis Nexis	Propriété intellectuelle	290,00 \$
Regroupement de Réseaux en santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Abonnement à la plateforme numérique de santé globale LifeSpeak	20 992,00 \$
Repères	Accès à une banque d'information scolaire et professionnelle Contient des informations sur les professions, sur les programmes d'études et sur les établissements scolaires. Banque de 125 heures d'utilisation valide jusqu'au 22 décembre 2023	870,36 \$
Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité	Abonnement au bulletin d'information	Gratuit
The Association for International Credential Evaluation Professionals (TAICEP)	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	2 408,38 \$
The Economist	Abonnement annuel au magazine d'actualité hebdomadaire <i>The Economist</i>	136,72 \$
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Législation canadienne en immigration	500,00 \$
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	432,00 \$
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) Loi sur les sociétés par actions du Québec - Analyse et commentaires	176,00 \$

b) Nom des fournisseurs	c) Nature du service	a) Coût
Thomson Reuters	Abonnement aux mises à jour (feuilles mobiles) La Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême	229,00 \$
UK ENIC (ECCTIS)	Abonnement annuel Site spécialisé en évaluation de diplômes étrangers	3 346,04 \$
Wilson & Lafleur	Abonnement annuel La Corporation sans but lucratif au Québec	335,00 \$
World Higher Education Database (WHED) de l'Association internationale des universités (AIU)	Abonnement annuel Site répertoriant des établissements d'enseignement supérieur dans le monde	Gratuit
Wolters Kluwer	Abonnement annuel Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	3 583,00 \$
Wolters Kluwer	Abonnement annuel Contrats des organismes publics Québécois	2 749,00 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

RG25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce ou pour la réservation de loges et aucuns frais n'ont été payés pour devenir membre d'un club privé ou autre pour l'année financière 2022-2023.

RG26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
 - g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
 - h) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - i) le responsable du contenu sur le site;
-

Sites www.mifi.gouv.qc.ca et www.immigration-quebec.gouv.qc.ca

Regroupe les deux sites du Ministère : site ministériel, site Immigration-Québec

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2022-2023 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts de réservation des noms de domaine inclus) : 28 800 \$
- Utilisation d'un outil de gestion de versions entretenu et hébergé par Groupe Toumoro : 5 600 \$
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2022-2023 :

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

Microsite Choisir le Québec (anciennement Un bel avenir pour vous au Québec)

(www.choisirlequebec.gouv.qc.ca / www.unbelavenir.gouv.qc.ca)

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2022-2023 :

- Hébergement et réservation du nom de domaine par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des sites Internet du Ministère)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2022-2023 :

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

Microsite Journées Québec
(www.journeesquebec.gouv.qc.ca)

Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour en 2022-2023 :

- Hébergement sur le nuage Azure du MIFI depuis le 1^{er} juillet 2021 (ressources internes)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte en 2022-2023 :

- Travaux de modernisation effectués par des ressources internes

RG27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Liste des visites dans les régions du Québec du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 inclusivement.

a) Mauricie - Trois-Rivières	f) Coûts Au 28 février 2023
d) les raisons du déplacement : Rencontre d'échange portant sur les thématiques influençant les futures orientations en matière d'immigration, de francisation et d'intégration e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour : 13 février 2023	552,09 \$
a) Centre du Québec - Drummondville	f) Coûts Au 28 février 2023
d) les raisons du déplacement : Rencontre d'échange portant sur les thématiques influençant les futures orientations en matière d'immigration, de francisation et d'intégration e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour : 17 février 2023	340,27 \$

a) Montérégie - Longueuil	f) Coûts Au 28 février 2023
d) les raisons du déplacement : Rencontre d'échange portant sur les thématiques influençant les futures orientations en matière d'immigration, de francisation et d'intégration e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour : 24 février 2023	n/d
a) Bas-Saint-Laurent - Rimouski	f) Coûts Au 28 février 2023
d) les raisons du déplacement : Rencontre d'échange portant sur les thématiques influençant les futures orientations en matière d'immigration, de francisation et d'intégration e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour : 27 février 2023	n/d
a) Gaspésie - Gaspé	f) Coûts Au 28 février 2023
d) les raisons du déplacement : Rencontre d'échange portant sur les thématiques influençant les futures orientations en matière d'immigration, de francisation et d'intégration e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour : 28 février 2023	n/d

Les sous-questions b), c) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits budgétaires.

RG28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
 - a) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
-

Durant la période 2022-2023, il n'y a pas eu d'adjoint parlementaire.

Pour les adjointes gouvernementales, il n'y a pas eu de dépenses au 28 février 2023.

RG29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes.

RG32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

La compensation versée au Québec en vertu de l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* constitue une forme de financement stable et progressif. Elle permet au Québec d'assurer sa maîtrise d'œuvre en matière d'accueil, d'aide à l'installation, de francisation, d'insertion en emploi et d'établissement des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec, et ce, en favorisant leur pleine participation à leur nouvelle société.

Il faut noter que la compensation financière découlant de cet accord n'est pas versée au Ministère, mais au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec. Le Ministère obtient son financement pour ses activités d'accueil et d'intégration à même les crédits votés annuellement à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a annoncé, le 1^{er} novembre 2007, des modifications à la gestion des sommes allouées à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes à compter du budget des dépenses 2008-2009, et ce, afin d'assurer plus de transparence quant à l'utilisation de ces sommes. Ainsi depuis l'exercice financier 2008-2009, une enveloppe de crédits est versée au budget du MIFI pour l'accueil, la francisation et l'intégration des personnes immigrantes. Des ententes de services conclues entre le MIFI et les ministères offrant des services d'intégration et de francisation encadrent l'utilisation de ces sommes, ce qui permet d'accroître la cohérence des interventions gouvernementales en matière de francisation et d'intégration.

Au 31 mars 2023, le montant reçu pour la compensation fédérale pour l'année 2022-2023 est de 726,7 M\$.

Les versements du fédéral relativement à cette compensation se font trimestriellement et ces montants ont été consacrés à la francisation et à l'intégration des personnes immigrantes.

RG34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement ni aucun boni n'a été versé au personnel pour l'année financière 2022-2023.

RG35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

RG36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée au personnel du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Source : Rapport SAGIR – Étude des crédits – Masse salariale et indemnité – Primes de départs et allocation de transition – Données au 28 février 2023, extrait le 13 mars 2023.

RG37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles

Le budget total de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PID) 2022-2023 du MIFI se présente comme suit :

Type d'intervention	Total
Projets	11 396 900 \$
Activités	34 821 700 \$
Total	46 218 600 \$

Le bilan des investissements et des dépenses (BID) 2022-2023 au 28 février 2023 affiche les résultats suivants :

Type d'intervention	Total (000 \$)
Projets	6 248 117 \$
Activités	32 693 497 \$
Total	38 941 614 \$

La réponse à la sous-question b) est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.

La sous-question c) n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

La réponse aux sous-questions d) et e) sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

RG41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations
-

a) Dépense totale relative au paiement des cotisations

La dépense totale relative au paiement des cotisations entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023 est de : 13 292,38 \$.

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation

- Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée;
- Association des Registraires des Universités et Collèges du Canada;
- Barreau du Québec;
- Conseil des relations internationales de Montréal;
- Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme;
- Groupe entreprises en santé;
- Mouvement Québécois de la qualité;
- Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au travail.

c) Nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations

Les cotisations à des associations peuvent être au bénéfice de l'ensemble du personnel ou d'un groupe d'employés.

RG43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.
-

Les informations suivantes présentent les sondages ou enquêtes d'opinion réalisées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration en 2022-2023 :

Données au 28 février 2023.

Sondage de mobilisation au travail	
e) Firme retenue	Énergie Mobilisation
f) Coûts	75 100 \$ (novembre 2022 à avril 2023) 10 800 \$ (montant payé en 2022-2023)
Sondage post campagne <i>Fiers de parler français</i>	
e) Firme retenue	Infras information recherche et analyse de la société inc.
f) Coûts	8 100\$ (mars à avril 2022) 8 100 \$ (montant payé en 2022-2023)
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard du service de l'équipe de la gestion des plaintes	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services de renseignements généraux par courriel	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût
Sondage sur la satisfaction des entreprises ayant reçu un accompagnement par le MIFI	
e) Firme retenue	Aucune, enquête réalisée par le MIFI
f) Coûts	Aucun coût

**Sondage sur la satisfaction de la clientèle ayant participé à une session
« Objectif intégration »**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services d'accueil à l'aéroport

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

**Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard du Système d'évaluation en ligne de
l'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

**Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard du Programme pilote d'immigration
permanente des travailleurs des secteurs de l'intelligence artificielle, des technologies de
l'information et des effets visuels**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

**Sondage sur la satisfaction de la clientèle et l'efficacité de l'intervention à l'égard du
service Accompagnement Québec**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

Sondage sur la satisfaction à l'égard des cours d'apprentissage du français

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

**Sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services
de renseignements généraux par téléphone**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

**Sondages sur l'efficacité de l'intervention du service Accompagnement Québec auprès de
la clientèle non-participante**

- | | |
|-------------------------|--------------------------------------|
| e) Firme retenue | Aucune, enquête réalisée par le MIFI |
| f) Coûts | Aucun coût |

Enquête de relance auprès des entreprises ayant utilisé le Portail employeurs

e) **Firme retenue** Aucune, enquête réalisée par le MIFI

f) **Coûts** Aucun coût

Enquête sur le sentiment d'appartenance à la société québécoise des personnes immigrées d'admission récente

e) **Firme retenue** Aucune, enquête réalisée par le MIFI

f) **Coûts** Aucun coût

Enquête sur le Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration et la pleine participation des personnes immigrantes

e) **Firme retenue** Université Laval

f) **Coûts** 828 679 \$ (septembre 2021 à novembre 2026)
331 472 \$ (montant payé en 2022-2023)

Les questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

RG44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Nom du projet	Pourcentage des dépenses publicitaires dans les médias communautaires	Pourcentage des dépenses publicitaires sur Internet et dans les médias sociaux
Campagne de promotion des services de francisation – <i>Fiers de parler français</i>	1,4 %*	62,00 %
Semaine québécoise des rencontres interculturelles	4 %	36,00 %
Journées Québec France printemps 2022**	0,00 %	100,00 %
Journées Québec France automne 2022**	0,00 %	100,00 %
Campagne de promotion des services d'intégration (Accompagnement Québec)	4,16 %	52,83 %
Campagne de sensibilisation sur l'intégration des personnes immigrantes <i>D'ailleurs et d'ici, nous avons le Québec en commun</i> Printemps 2022	4 %	79 %
Campagne de sensibilisation sur l'intégration des personnes immigrantes <i>D'ailleurs et d'ici, nous avons le Québec en commun</i> Automne 2022	4,14 %	68,36 %
Campagne de promotion des services aux entreprises	0,00 %	81,36 %
Campagne de promotion de l'immigration francophone et de la banque de déclaration d'intérêt**	0,00 %	100,00 %

* Investissement essentiellement dans les médias des communautés ethnoculturelles.

** Investissement hors Québec.

Pour les montants associés aux dépenses publicitaires, voir la réponse à la question RP6.

RG45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

En 2022-2023, aucun montant n'a été dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère.

RG46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
 - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
 - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
-

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :
www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

RG47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Aucun budget spécifique au Plan d'action à l'égard des personnes handicapées (PAPH) n'était prévu pour 2022-2023. Les sommes investies pour la réalisation du PAPH font partie des opérations courantes du Ministère.

L'état d'avancement du PAPH 2022-2023 au 31 décembre 2022¹ est :

- 79 % des mesures étaient en voie de réalisation²;
- 11 % des mesures étaient réalisées;
- 10 % des mesures n'étaient pas atteintes³.

Le PAPH 2022-2023 est disponible pour consultation sur le site Internet Québec.ca :
www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-action-2022-2023-personnes-handicapees.

¹ Les données au 31 décembre 2022 sont les plus récentes puisque la reddition de compte est réalisée trimestriellement. Les données au 31 mars 2022 seront disponibles en mai 2023.

² Ces mesures devraient être réalisées au 31 mars 2023.

³ Ces mesures ne seront pas réalisées au 31 mars 2023.

RG48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable;

Aucun budget spécifique n'était prévu pour la réalisation des actions du Plan d'action de développement durable (PADD) 2022-2023. Les mesures ont été réalisées à même les opérations courantes des directions impliquées, sans budget particulier.

Un montant non prévu de 1 671,71 \$ a été investi pour la réalisation d'une activité de mise au point de vélo offerte au personnel du MIFI réalisée dans le cadre de la mesure d'information et de sensibilisation offertes au personnel.

L'état d'avancement du PADD 2022-2023 au 28 février 2023 est de 89 %.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-daction-de-developpement-durable-2022-2023.

RG49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

RG50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
 - d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
 - e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
-

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

RG52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Le Secrétariat du Conseil du trésor a mis en œuvre une mesure de compensation financière pour les employés en télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire ayant commencé le 13 mars 2020. Cette mesure vise à permettre au personnel d'aménager son poste de télétravail en favorisant sa santé et sa sécurité.

Les employés éligibles à cette mesure, soit le personnel nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* qui effectue une prestation de travail régulière en télétravail au cours de la période d'urgence sanitaire, en ont été informés le 24 février 2021. En revanche, les employés qui n'ont pas effectué une prestation de travail en télétravail au cours de la période d'urgence sanitaire et les étudiants ne sont pas éligibles à cette mesure.

En 2022-2023, le MIFI a versé **11 232,94 \$** en compensation financière.

RG53. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
 - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées : 30 123 \$
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) : cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière : parmi le montant à la question a), il y a 20 992 \$ pour la plateforme en santé mentale et mieux-être Life Speak et 296 \$ pour les services de la firme Homewood.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

RG54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère (www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers).

RG55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère (www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers).

RG56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectuées;
 - c) Rémunération totale déboursée.
-

a) Nombre de stagiaires reçus en 2022-2023 : 21

c) Rémunération totale déboursée : 248 698,50 \$

Sources :

- a) Rapport SAGIR – Rapport sur les nominations – extrait le 13 mars 2023, couvrant la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.
- c) Rapport SAGIR – Rapport détaillé de paie par employé – compilation de la paie 1 à 26, couvrant les dépenses pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

RG57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère (www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers).

RG58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère (www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers).

RG59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, un montant de 31 670 \$ a été perçu pour des infractions en vertu de la Loi sur l'immigration au Québec (RLRQ, c. I-0.2.1).

RG62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère : www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information/engagements-financiers.

RG63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes.

RG64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures :

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures :

Le Ministère ne possède aucun actif immobilier.

Acquisition de meubles pour la période de référence du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

Meubles	Coûts
Quatre fauteuils de travail (besoins ergonomiques spécifiques)	1 346 \$
Six tabourets de travail	2 196 \$
Deux tableaux blancs magnétiques	281 \$
Deux tableaux en verre effaçables	948 \$
Total :	4 771 \$

RG65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

RG66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans l'information diffusée sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca/.

RG67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes.

RG68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

RG69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Le Comité d'audit externe a pour mandat de transmettre au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs relativement à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle et à la gouvernance du Ministère.

Liste des personnes	Montant des honoraires versés en 2022-2023*
Claude Blouin	6 557,50 \$
Jean Monfet	3 960,00 \$
Diane Wilhelmy	3 810,00 \$
Sylvie Grondin	3 810,00 \$

*Données au 28 février 2023.

RG70. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.

Les actions du Ministère au sujet de la reconnaissance des compétences sont regroupées sous six mesures. Les sommes dépensées sont en date du 28 février 2023.

1- La prospection pour trouver de nouveaux bassins de recrutement.

Des pays pour lesquels la formation et l'expérience professionnelle des travailleurs et travailleuses s'apparentent à celles offertes au Québec ont été identifiés. Des activités de recrutement dans ces pays ont été initiées pour les secteurs de la santé, de la construction et du génie. Les dépenses pour cette mesure se sont élevées à 1 218 541 \$.

2- Le soutien financier et l'accompagnement renforcé des organismes de réglementation et des ordres professionnels.

Des dépenses totalisant 534 168 \$ ont été effectuées afin d'offrir un soutien financier et d'accompagner des organismes de réglementation ou des établissements d'enseignement dans leurs démarches visant à favoriser la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.

3- L'accompagnement personnalisé des personnes immigrantes.

Les dépenses engagées pour l'accompagnement personnalisé en reconnaissance des compétences s'élèvent à 1 382 763 \$. Un parcours d'accompagnement personnalisé en reconnaissance des compétences, intégré au service Accompagnement Québec, a été mis en place. Une aide financière a aussi été accordée à l'organisme Qualifications Québec, pour l'offre de services d'accompagnement en reconnaissance des compétences et la poursuite du développement du Portail de la reconnaissance des compétences.

4- Le financement et l'élaboration de l'offre de formations d'appoint et de stages.

Des dépenses de 14 562 500 \$ ont été engagées pour le développement et l'offre de formations d'appoint.

5- Le soutien financier aux personnes immigrantes en démarche de reconnaissance des compétences.

Un programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences a été mis en place afin de soutenir les personnes formées à l'étranger qui doivent suivre une

formation d'appoint pour intégrer le marché du travail québécois dans leur domaine. Les coûts du versement des prestations totalisent 9 500 463 \$.

6- Le soutien des employeurs du Québec pour l'évaluation des études effectuées à l'étranger.

Des dépenses de 1 097 398 \$ ont été engagées pour entreprendre la modernisation de ce service, lequel aide les employeurs à mieux comprendre les diplômes obtenus à l'étranger de personnes qu'ils souhaitent embaucher.

***Immigration,
Francisation
et Intégration***

Québec  
 